

La sortie de crise des déchets s'enfouit sous les désaccords

Sous l'impulsion de la préfète de Corse, une réunion de sortie de crise des déchets réunissait hier tous les acteurs de la problématique à Corte. Durant plus de dix heures, chacun est resté campé sur ses positions. Sans résultat

La réunion devait annoncer la sortie de crise des déchets en Corse. Après plus de dix heures de discussions, rien ne semble prêt à bouger. À l'initiative de Josiane Chevalier, préfète de Corse, celle-ci s'est déroulée hier à la sécurité civile de Corte*. Dès son ouverture - à huis clos - à 10 heures, la réunion s'annonce tendue. Selon les chiffres estimés par le Syvadec, 70 000 tonnes de déchets n'auraient aucune destination. Les centres de Viggianello et de Prunelli ne peuvent plus accueillir de déchets et les élus des intercommunalités du Sartonais-Valinco-Taravo et du Fium'Orbu refusent d'en accueillir davantage. La seule solution - en attendant la mise en place du plan de la Cdc pour la création des deux centres multifonctions - semble l'export vers le Continent. Problème: pour exporter les déchets de l'île, le prix de la tonne est estimé à 340 €. Pour 70 000 tonnes, il faudrait donc déboursier 23 millions d'euros soit l'équivalent de 8 millions par an sur trois années consécutives.

Une somme que la collectivité de Corse ne veut pas engager: "Si nous mobilisons cette somme, ce sera au détriment du programme de restauration des routes de l'intérieur. Nous ne pouvons pas payer et l'État ne veut pas payer", défend Gilles Simeoni. "Ce n'est pas que l'État ne veut pas payer, ce n'est pas son rôle", oppose Josiane Chevalier. Dégouté par



"Si nous payons l'export, ce sera au détriment des routes de l'intérieur. Nous ne pouvons pas payer", lance Gilles Simeoni.

la tournure des échanges, à 19 heures, Jean Pajanacci, président de la com-com du Sartonais-Valinco-Taravo quitte la salle en lançant: "Les accords de Yalta, c'était !"

De ce qui filtre de la salle, on comprend que tout est remis en cause, y compris le plan qui vient d'être voté par l'Assemblée de Corse. François Tatti sort de ses gonds. Arguant que l'on ne peut pas tout changer au dernier moment.

La possibilité d'un stockage à Moltifau est "toujours d'actualité" et la possibilité de créer des petits centres de stockage de proximité sur tout le territoire a même été proposée. Parallèlement, on craint que la situation provisoire

d'export ne devienne la norme. Avec un coût impossible à supporter.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la réunion se poursuit toujours. Sans solution.

B. I. L.

* Autour de la table: Gilles Simeoni, président de l'Exéc. A. F.; François Sargentini, président de l'office de l'environnement; François Tatti, président du Syvadec; Jean Pajanacci, président de l'intercommunalité du Sartonais-Valinco-Taravo; Philippe Vittori, vice-président de l'intercommunalité du Fium'Orbu; Xavier Poli, président de la communauté de communes du Centre-Corse; Gérard Ivory, préfet de Haute-Corse; Ronan Leausio, sous-préfet de Corse, ainsi que les services administratifs et techniques des différents organismes.



Hier, la réunion de "sortie de crise des déchets", qui s'est déroulée à la sécurité civile de Corte, n'a toujours pas trouvé d'issue favorable.

/PHOTOS JEANNOT FLUPPI



Malgré plus de dix heures de réunion, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les différents acteurs impliqués n'ont toujours pas réussi à trouver un terrain d'entente.